

L'Europe, de l'Atlantique au Pacifique?

Contribution à la réflexion démocratique sur l'élargissement de l'Union européenne

par

Michel Grabar, Maître de conférences en littérature et civilisation russes à l'Université Rennes 2, enseigne la géopolitique en DESS et est membre associé du Groupe des Belles Feuilles.

Comme on sait s'est tenu le mois dernier à Copenhague, un sommet européen.

Or rarement, sans doute plus depuis Maastricht, un sommet européen n'aura suscité un tel suspense. Il y a eu le *forcing* financier de la Pologne, les pressions politiques de la Turquie et tout cela sur fond d'un débat sur l'identité européenne lancé avec une maladresse réelle ou feinte par le Président de la Convention, Valéry Giscard d'Estaing.

Pour tous ceux qui, jeunes ou moins jeunes, s'intéressent à la construction européenne et singulièrement à son élargissement, cet état d'esprit est très stimulant, d'autant qu'il y a quelques mois encore, tout le monde constatait le manque d'intérêt chez les Européens pour ces questions.

Alors c'est vrai que depuis un mois la presse française a ouvert largement ses pages aux questions européennes ... pour refermer le dossier, une fois le sommet de Copenhague passé. Cependant, et tant pis si cela pourra paraître une manifestation classiquement universitaire de l'esprit d'escalier, c'est justement le moment où dans une certaine sérénité, on peut débattre des enjeux de l'élargissement de l'Union européenne. M'efforçant professionnellement de considérer les questions européennes de façon décalée, du point de vue des Européens d'Europe centrale, balkanique, orientale ou même appartenant à la sphère russophone, j'aimerais très modestement, car la question est plus complexe qu'il n'y paraît, faire quelques remarques et suggestions, qui contribueront peut-être à la réflexion démocratique sur l'élargissement de l'Union européenne.

Il est indéniable, comme cela a été le cas par le passé avec l'Espagne, le Portugal, la Grèce ou l'Irlande que d'intégrer l'Europe politique et économique a été un bienfait pour les populations concernées, en termes de développement. De façon pragmatique et si l'on regarde les choses *a posteriori*, la construction européenne peut être considérée comme un dispositif inventé en Europe occidentale (et donc se présentant, en fait, comme une alternative au plan Marshall américain) de création de paix, de démocratie et de prospérité... qui a réussi. On sait également que cette construction s'est faite par étapes et que, donc, *a priori* elle peut continuer à se développer de cette façon-là. Le problème qui semble se poser aujourd'hui est celui de ses limites. Il y a par rapport à cette question, en gros, deux attitudes possibles.

Ou bien l'on considère les choses d'un point de vue technique et l'on constate que cette machine, faite pour bien fonctionner à 6, peut encore fonctionner à 12 ou 15, mais doit être revue pour travailler correctement à 25 et au delà. C'était un des aspects du débat approfondissement/élargissement qui voulait qu'on réforme les modes de fonctionnement des institutions de l'Union avant de l'élargir à 10 nouveaux pays. On a finalement, de façon assez courageuse de mon point de vue, mais peut-être téméraire, d'un autre point de vue, fait les deux choses en même temps, pour donner un signal politique à l'Autre Europe et inscrire dans l'histoire la fin du communisme en Europe centrale. Bref, on élargit aujourd'hui en créant parallèlement les conditions de possibilité d'une transformation de l'Union européenne (tant par le travail de la Convention que par les contre-projets et polémiques qu'elle suscite). Dans cette perspective, l'élargissement est quasiment infini puisque la structure peut s'autotransformer pour grandir. Pourquoi dans ce cas interdire *a priori* à la Turquie, à certains pays du Maghreb, à la Russie, et pourquoi pas, à d'anciennes colonies françaises, britanniques ou espagnole d'un jour faire partie de cette Europe. Elle n'aura, bien sûr, plus rien à voir avec la géographie, mais plutôt avec une culture européenne, au sens large, politique, économique et artistique du terme. La seule limite de cette construction est la viabilité de la structure. On

fait entrer tous ceux qui le souhaitent et qui satisfont aux critères culturels. Et, soit cela fonctionne, soit cela impose.

Ce pragmatisme aveugle poussé à sa limite ne me paraît pas raisonnable, car on prend le risque de faire disparaître une structure qui a été un bien pour l'Europe. Il peut également engendrer des conflits car il se trouvera toujours des beaux esprits pour rappeler que le Maghreb est en Afrique et que la Turquie est presque entièrement en Asie.

Ou bien l'on considère les choses d'un point de vue dogmatique, en partant d'une définition géographique ou civilisationnelle de l'Europe. Dans ce cas, on exclut *a priori* les pays qui sont sur plusieurs continents ou sur d'autres continents que l'Europe: la Turquie, le Maroc, la Russie (en ne remettant pas en cause les exceptions du passé comme nos DOM-TOM). Peuvent être de même exclus les pays appartenant à des civilisations, au sens d'Huntington, c'est-à-dire définies principalement selon des critères religieux, avec lesquelles l'Europe historique a ou a eu maille à partir, c'est-à-dire pour appeler un chat un chat, au premier chef les pays de civilisation islamique. Le monde chrétien orthodoxe est lui accepté en théorie, même s'il doit s'aligner sur les valeurs et les modes de fonctionnement de l'Europe catholique et protestante par rapport à laquelle il est en retard ou sous-développé. Remarquons néanmoins que dans l'élargissement en cours sur les dix pays entrant dans l'Union européenne, il n'y a que Chypre (ou peut-être même la moitié de cette île si la question chypriote n'est pas réglée d'ici là) qui fasse partie du monde orthodoxe, les neuf autres pays appartenant à l'Europe catholique et protestante. En somme, l'élargissement de 2004 de ce point de vue qui serait celui de Huntington aujourd'hui ou de Danilevski au XIXe siècle accroît le poids relatif de l'Europe de Charlemagne par rapport à l'Europe d'influence byzantine. Bref, pour quelque temps, c'est l'Europe voulue par des intellectuels d'Europe centrale assez volontiers russophobes, comme disons Kundera, qui se construit.

Il est vrai que l'élargissement de l'Europe n'est pas prévu pour s'arrêter en 2004 et que des pays orthodoxes comme la Bulgarie ou la Roumanie doivent rééquilibrer la balance dans quelques années. Cependant, rien n'est prévu en ce qui concerne la Russie, le pays-phare (*core state*) du monde orthodoxe. Est-ce parce qu'elle risquerait de faire pencher la balance dans l'autre sens? Ou plus pragmatiquement parce qu'elle ne pourrait pas être digérée par la machine européenne en raison de son immensité, de ses problèmes politiques et économiques et de son appartenance partielle à un autre continent. N'y a-t-il pas à ce *black out* sur la Russie surtout des motifs inavouables, comme le manque de désir de ceux qui ont vécu sous la botte soviétique en Europe centrale, soutenus dans ce sentiment par les Américains pour qui l'Europe de l'Atlantique au Pacifique serait un concurrent inquiétant en terme de puissance, de voir entrer la Russie de plain-pied dans le "club européen"?

Cette deuxième façon d'envisager l'élargissement de l'Europe est d'apparence plus claire, surtout dans sa variante géographique (c'est pourquoi peut-être séduit-elle le polytechnicien qu'est à l'origine Valéry Giscard d'Estaing). Elle présente surtout l'immense avantage de ne pas risquer de faire voler en éclats l'Union européenne. Toutefois, elle doit nécessairement comporter un volet important visant à proposer aux grands exclus comme la Turquie et la Russie une véritable association, qui va au delà de "l'accord d'association" européen, qui est pour le moment la première étape d'une mécanique intégrative: association, pré-adhésion, adhésion. Dominique de Villepin a très heureusement parlé de "partenariat stratégique" à propos de la Russie. Cette expression si elle ne reste pas une formule vide peut constituer un horizon, mais il faudra lui donner un contenu à la hauteur des attentes russes, quelque peu sceptiques sur la volonté des Européens d'enfin mettre les moyens en phases avec les déclarations.

Quant à la variante dogmatique "civilisationnelle", elle est odieuse quand elle est clamée haut et fort, ou même secrètement désirée, car dans sa configuration restreinte de l'Occident chrétien, elle nous rappelle l'Europe que les fascismes avaient à l'horizon: l'expansion de

l'Europe de Charlemagne, dont on sait que l'Europe orientale et balkanique n'a pas voulu . Et dans sa configuration large d'une Europe définie *a priori* comme un "club chrétien", cette Europe ne permettra pas d'intégrer des nations situées en Europe et devenues majoritairement musulmanes (comme la Bosnie) et surtout risque de créer de graves obstacles dans l'intégration des communautés musulmanes d'Europe qui sont, comme on sait, importantes en France, en Allemagne au Benelux en GB etc... Enfin, une Europe définie comme un "club chrétien" aurait bien du mal à gérer ses relations avec les pays musulmans amis et fournirait une excellente cible à ceux qui considèrent les Européens comme l'alliance infidèle des Juifs et des Croisés.